

N° 06/2024

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CCAS**

<i>Date de convocation</i> Le 24 Mars 2025	<b>Séance ordinaire du 03 Avril 2025</b>  Ouverture à 18 heures 45 Présidence de Madame Zakia SMAIL						
<i>Date d'affichage</i> Le 08 Avril 2025	<b>Présents :</b> Mmes BREDEL, DETLING, TREMBLAY, GUYON et Mrs DECHÂTRETTE et DEVERGIES						
<i>Nombre de Conseillers</i> <table><tr><td>En exercice</td><td>11</td></tr><tr><td>Présents</td><td>7</td></tr><tr><td>Votants</td><td>8</td></tr></table>	En exercice	11	Présents	7	Votants	8	<b>Excusés avec procuration :</b> Mme LEBOUQCQ, procuration à Mr DECHATRETTE  <b>Excusé sans procuration :</b> Mrs TREMBLAY, CARTA et EL MAATOUK
En exercice	11						
Présents	7						
Votants	8						
<b>Objet :</b> Budget 2025	<b>Secrétaire de séance :</b> Solenn Mirnik, Directrice du CCAS						

Vu le code général des collectivités territoriales,

Le Budget primitif du Centre Communal d'Action Sociale pour 2025, proposé au vote du Conseil d'Administration s'équilibre :

**En Section de fonctionnement pour la partie CCAS :**

- Dépenses : 107 946,49 €
- Recettes : 107 946,49 €

**En section d'investissement pour la partie CCAS :**

- Dépenses : 1 600 €
- Recettes : 1 600 €

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale

Sur proposition de la Vice- présidente, Zakia SMAIL, et après examen détaillé,



# Buchelay

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, après en avoir délibéré, à l'unanimité DÉCIDE :

Article 1 : de voter le budget primitif 2025 du Centre Communal d'Action Sociale, tel que proposé.

Article 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Article 3 : Le président du CCAS et le Trésorier principal seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour Extrait conforme,

**Affiché le 08 Avril 2025**

Rendu exécutoire- Loi du 2 mars 1982

La Vice-présidente,  
Zakia SMAIL

